

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 109 (1964)
Heft: 2

Artikel: Armée et foyer
Autor: Privat, E.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-343182>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 07.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

aurait-il à sa disposition un système de forces cohérent, comprenant des forces conventionnelles en nombre suffisant¹, force nucléaire européenne sous ses ordres, et l'appui qu'il la recevrait de la force extérieure en quasi totalité américaine, Strategic Air Command et fusées intercontinentales, dépendant du QG de Omaha auprès duquel le Commandant supérieur en Europe a un groupe de liaison. Mais il y a, on le voit, beaucoup de choses au conditionnel!

Comme le dit le général Carpentier²: « La machine de l'OTAN n'est pas « enrayée » certes, mais elle « patine ».

Il semble que l'on compte sur le « deterrent » atomique basé sur la puissance nucléaire des Etats-Unis et que l'on se dispense aisément et bien à la légère de l'effort nécessaire, en se contentant de faire du « planning »... à vide.

Colonel-divisionnaire MONTFORT

Armée et Foyer

C'est bien volontiers que je réponds à la demande du directeur de la *Revue Militaire Suisse* me suggérant de confier à ses lecteurs quelques réflexions à propos d'*Armée et Foyer*. Je suis reconnaissant au colonel brigadier Masson de me donner ainsi l'occasion d'exposer, à grands traits, dans quelle optique je compte accomplir ma tâche,

Dans le domaine des idées, l'essentiel est de savoir ce que l'on veut et où l'on va.

Avant tout, je tiens à préciser que j'entends rester fidèle à la mémoire de notre Général qui, par son ordre d'armée du 3 novembre 1939 créant A+F nous disait: « J'attire l'attention de tous les chefs, quel que soit leur rang dans

¹ Ce qui n'est pas le cas en ce moment. Mft.

² *Revue Militaire générale*, décembre 1963.

la hiérarchie, sur la nécessité d'instruire les intelligences et d'élever les coeurs de ceux qui leur sont confiés.»

Ayant eu l'occasion, au cours du service actif, de collaborer surtout à l'information développée par l'armée dans le secteur civil (ce qui n'est plus la mission d'A+F aujourd'hui), avec de nombreux camarades j'ai profondément déploré la suppression, dès septembre 1945, d'un service qui avait pourtant fait la preuve de son incontestable efficacité. Jeter bas un édifice construit avec tant de dévouement fut une faute, dont nous n'avons pas fini de subir les conséquences. Il faut savoir gré à l'actuel chef du Département militaire d'avoir pris la décision, en 1957, de ressusciter cet organisme. Mais après une si longue interruption et dans un climat bien différent, les difficultés ne devaient pas tarder à s'accumuler. Quelle tentation d'y voir une sorte de ministère de la propagande! C'est dès ce moment qu'un officier chef de service A+F fut introduit dans les états-majors de corps d'armée, de division et de brigade, innovation confirmée par l'OEMT 61. A partir du 1^{er} juillet 1963, *Armée et Foyer* est devenu un office indépendant subordonné au chef du Département militaire fédéral par l'intermédiaire de l'administration militaire fédérale.

Rappelons maintenant dans quelle ambiance générale doit se développer notre activité. Autrefois on vivait, on s'accrochait à des notions et à des valeurs indiscutées: la famille, le métier, la patrie, Dieu. Aujourd'hui, au siècle défini par André Siegfried comme étant celui des masses, de la publicité et de la vitesse, les slogans tendent à remplacer la pensée. Enlisé dans le confort, notre peuple a perdu le goût du risque. Nous sommes près d'être dominés par la technique. Nous sommes menacés chaque jour par les entreprises, l'évolution, la volonté de puissance des autres et notre statut de neutralité ne nous préserve en aucune façon de subir les conséquences d'une situation internationale essentiellement labile et des problèmes intérieurs toujours plus complexes.

C'est ainsi que petit à petit est née la notion de défense spirituelle... encore que ces termes recouvrent parfois une marchandise assez discutable! Mais vouloir en faire un domaine réservé uniquement à des spécialistes serait une erreur très grave; ce serait contraire à l'esprit du règlement de service et ce serait saper les fondements mêmes du commandement. Je tiens à le souligner (comme je le fais à mes subordonnés en qualité de chef d'une arme... déjà en service actif): les *chefs seuls* sont totalement *responsables*. Le rôle des officiers A+F consiste à étudier les problèmes, à présenter des suggestions et à « mettre en musique » les *décisions* de leurs commandants dans le domaine de leurs responsabilités.

Si nous avons pris la décision ferme et définitive de défendre les valeurs spirituelles, humaines et matérielles que nous affirmons précieuses et irremplaçables, nous devons adapter cette défense aux menaces dont nous risquons d'être les victimes. A quoi servirait notre défense nationale (dans son sens le plus large, puisque nous sommes bien convaincus que l'armée n'est qu'un maillon dans la chaîne de toutes les mesures à prendre) si nos hommes ne sont pas capables de réaliser ce qu'ils ont à défendre?

Faire *prendre* — ou reprendre — conscience de la Suisse, voilà le premier et urgent objectif. Démontrer en quoi nous sommes différents (pas nécessairement meilleurs!) de tous les autres en Europe. Pouvoir répondre aux inquiétudes, aux critiques... ou ce qui est pire aux « à quoi bon » s'étalant trop souvent dans certaine presse. Faire comprendre que nous en sommes revenus au temps des guerres de religion et que nous assistons non pas seulement à une épreuve de forces — qui s'équilibrent dans la terreur — mais bien surtout à une épreuve de *volonté*, où la nôtre a son rôle à jouer. Voilà notre tâche à tous, dans le présent et l'avenir immédiat, car l'armée se renierait elle-même si elle se contentait de préparer des soldats pour une guerre que nous souhaitons ne pas faire, et négligerait de contribuer à former des citoyens pour la paix... même précaire de notre époque.

Que ce soit facile, il serait absurde de le prétendre. En 1940, lorsqu'une grande partie de notre peuple s'était laissé aller au découragement devant l'effondrement de la France et les succès foudroyants du nazisme, il était relativement facile de redonner du courage à ceux dont le moral vacillait. Au début de 1945, alors que chacun estimait les cartes jouées, notre rôle fut infiniment plus ingrat. Il s'agissait de faire comprendre la nécessité d'un effort militaire permanent et de faire admettre que nous étions alors menacés d'un coup de folie du dernier moment. Aujourd'hui, la mentalité d'un bon nombre de nos concitoyens n'est pas sans analogie avec celle de 1945. La menace atomique constituant paradoxalement et momentanément un certain garant non pas de paix, mais d'absence de guerre, n'entendons-nous pas prétendre que notre appareil militaire n'a plus sa raison d'être et affirmer qu'il n'y aura plus jamais de conflits armés?

On en arrive ainsi à vouloir tout solder:

l'armée : pour donner l'exemple du désarmement;
 la neutralité: pour faire l'Europe... même si c'était au prix de défaire la Suisse.

Et dans certains milieux se parant du titre d'intellectuels, aidés trop souvent d'autorités ecclésiastiques naïves ou inconscientes, en de savantes discussions, on parvient à la conclusion que les mitrailleuses, les chars et le napalm sont acceptables, mais que l'arme atomique justifie l'objection de conscience.

Il nous faut absolument faire comprendre que dans le monde où nous vivons, c'est *l'esprit* de notre communauté nationale qui est maintenant en péril. Ce sont les valeurs d'une certaine forme de civilisation dont il faut reprendre conscience et savoir comment les exprimer.

Bien sûr, il serait souhaitable que cette éducation puisse se développer sur une base de valeurs morales inculquées dès l'enfance par la famille, l'église et l'école. Ce n'est hélas

que trop peu souvent le cas: il faut voir la réalité telle qu'elle est.

Dans la guerre psychologique en cours, l'enjeu est la conquête des esprits. Nous avons à livrer la bataille non pas toujours contre l'hostilité (ce qui serait relativement aisé) mais contre l'indifférence, ce qui me paraît être le plus grand danger dans un pays se voulant établi sur le régime démocratique.

Un des moyens de vaincre l'indifférence est l'*information*. Mais l'information, chez nous, ne saurait être la manipulation des esprits. L'armée ne peut pas faire n'importe quelle information et à n'importe quel moment: elle doit faire un choix.

Prenons deux exemples: Nous sommes bien conscients de ce que représente le communisme; mais une partie de notre population n'y croit pas... ou fait semblant de ne pas y croire, surtout dans les milieux universitaires. La coexistence pacifique est parvenue au résultat que le communisme est devenu comme ces microbes, qui se montrent atténués et qui réapparaissent un jour dans toute leur virulence. La coexistence pacifique n'est pas un luxe que s'offre un communisme vieillissant. Elle est une nécessité vitale à partir du moment où la guerre serait payée de l'anéantissement. Mais, pour être d'un autre ordre, le prix de la coexistence n'est pas moins élevé.

Je suis contre un anti-communisme systématique. Mais autre chose est de faire connaître les thèmes et les procédés de la propagande étrangère. L'armée n'a pas à faire de l'*anti*; elle doit susciter une prise de position personnelle en montrant, dans la vérité et objectivement, les méthodes et les conséquences de toute forme de despotisme et cela par des cas concrets et toujours dans un sens positif, en montrant les parades à y opposer. Il faut montrer aussi avec quelle subtilité diabolique et avec quel art consommé, les moindres difficultés de notre vie nationale sont exploitées par personnes interposées, conscientes ou naïves, pour dresser les Suisses les uns contre les autres.

Dans ce domaine délicat, procéder par affirmation n'est pas toujours le meilleur moyen. La forme interrogative est plus rentable. Elle est plus directe, car dans l'ambiance de publicité, d'idées toutes digérées présentées de façon si lancinante par tous les moyens bien connus, elle oblige également à réfléchir. *Faire réfléchir*, voilà également notre rôle: c'est tout aussi important que l'éducation des réflexes dans l'instruction technique.

Autre exemple (au risque d'enfoncer une porte ouverte!) le problème de la *neutralité*. Je ne vois pas pourquoi l'armée ne rappellerait pas certaines vérités premières, à savoir que la politique extérieure n'est pas uniquement l'affaire du gouvernement et du parlement. Rien ne saurait être réalisé de manière valable sans que la diplomatie puisse s'appuyer sur une opinion publique largement informée et cohérente. Ils sont peu nombreux nos hommes qui seraient capables de définir en quoi notre neutralité *armée* se distingue du neutralisme, ou mieux encore à quel point elle se distingue de l'attitude de l'Autriche ou de la Suède, pour ne citer que les pays envisageant, comme nous, leur association au Marché commun. Ne serait-il pas urgent de définir le sens des mots?

Nous serait-il interdit, toujours dans l'idée de revenir à ces vérités premières auxquelles je concède une grande importance, de rappeler aussi que notre pays, dont le nombre d'habitants correspond à peu près à celui d'une grande ville américaine, a une place dans le monde hors de proportion avec l'exiguïté de son territoire? C'est une constatation qui demande une explication.

Si nous voulons que notre neutralité soit « au service du monde » comme le disait Monsieur le conseiller fédéral Wahlen, il faut que le pays reste indépendant. Tout ce que nous avons pu faire jusqu'à présent, notre rôle sur le plan international, l'œuvre de la Croix-rouge, les tâches de l'avenir... tout cela, il est temps de le rappeler, n'est possible que si le territoire reste inviolé. Et lorsque l'on parle du miracle *Suisse*, il faudrait se souvenir que si notre sol avait été aussi

souvent et aussi cruellement sillonné par l'invasion et l'occupation étrangère que celui de *tous* nos voisins, il n'y aurait assurément pas chez nous cette stabilité politique que l'on ne peut pas ne pas mettre en contraste avec l'instabilité de tant d'Etats environnants se transformant tour à tour en monarchies, empires, dictatures et démocraties.

Faire ces constatations, ne serait-ce pas un moyen de donner le sentiment d'une *responsabilité personnelle*, car sans tomber dans le « Il n'y en a point comme nous », il n'est pas difficile de démontrer qu'il n'a pas suffi de quelques écrits à la frontière libellés: « Territoire neutre, défense d'entrer ». A ce propos, ne remarquons-nous pas qu'il règne souvent une forme de pensée inconsciente, pouvant conduire à une sorte de démission et que l'on pourrait exprimer en ces termes: « Il semble que par une grâce surnaturelle nous ayons toujours pu échapper aux cataclysmes; pourquoi en serait-il autrement à l'avenir? » La meilleure réponse ne serait-elle pas dans cette pensée de Goethe: « Dieu donne les noix, mais Il ne les casse pas »?

* * *

Que peut faire *Armée et Foyer* dans ce pays où les problèmes ne se posent pas de la *même* façon et avec la *même* acuité et au *même* moment sur l'ensemble du territoire? Il nous faut individualiser et tenir compte des tempéraments et des besoins.

Des cours viennent de préparer des conférenciers aptes à traiter en 1964 ces deux sujets, choisis par la commission de défense nationale:

- Le petit pays face à l'évolution de la technique militaire.
- Le petit pays face à l'évolution du monde contemporain.

Ces titres représentent les grandes lignes, comparables aux fils des trolleybus. C'est-à-dire qu'il est loisible de ne pas rester sur des rails rigides... à condition d'arriver sans

accident au terminus. Ces conférenciers de tous grades, recherchés par les chefs A+F des unités d'armée et de brigades, comment peuvent-ils être engagés? Partant du principe que c'est aux *commandants d'unité* à faire cette information, ces hommes peuvent présenter des exposés:

- aux écoles centrales
- aux cours tactiques
- aux cours d'information ordonnés par les commandants de divisions et brigades (c'est ce mode de procéder qui a ma préférence).

Dans les écoles de recrues les conditions sont différentes. Le premier-lieutenant, candidat commandant d'unité, qui a déjà tant à apprendre pour savoir son métier, peut-il valablement entreprendre cette action? Il faudrait alors le préparer très spécialement, en y consacrant un certain nombre d'heures par exemple dans la dernière semaine de l'ESO. L'idéal serait que les officiers instructeurs soient chargés de cette mission. Mais je crains que dans l'existence acrobatique qui est la leur, les exigences de leur service n'aient pas pu partout et pour tous leur accorder le temps nécessaire à cette préparation. Je souhaite pouvoir contribuer, en accord avec le chef de l'instruction et les chefs d'armes, à cette formation.

En attendant, et parce que c'est urgent, des conférenciers spécialement choisis, pourraient s'adresser directement à une compagnie de recrues, mais à condition que ce soit en présence du commandant d'unité, voire de l'instructeur... et que l'on ne choisisse pas ce moment pour tenir un rapport d'école.

Voici les *principes* qui doivent nous guider. Les chefs du service A+F repensent à tous ces problèmes. Ils sont au service de leurs commandants et vont leur faire part de leurs réflexions. Il ne suffit point de constituer un certain stock de « munitions »; il est indispensable d'en étudier soigneusement le mode d'emploi.

Pour ma part, j'entends m'inspirer de cette pensée de Lyautey: « Les hommes qui arriveront au but seront toujours ceux qui ont devant eux un idéal, qui aiment l'action, qui sans cesse s'ingénient, veulent le mieux, s'efforcent, ne ménagent pas leur monture... peut-être en crèveront-ils, mais ils auront vécu. D'ailleurs, peu importe, n'avons-nous pas l'éternité pour nous reposer? ».

Colonel brigadier E. PRIVAT

Le capitaine Basil Henry Liddell Hart

Le 31 octobre de l'an dernier, à l'occasion de son 68^e anniversaire, le capitaine B.H. Liddell Hart a reçu de la « Royal United Service Institution » la *médaille d'or Chessney*, destinée à récompenser « toute œuvre éminente susceptible de faire progresser la science militaire ».

Avant de l'accepter, Liddell Hart avait posé comme condition qu'elle soit aussi attribuée à son compagnon de lutte contre la routine et en faveur de la mécanisation, le général Fuller.

Au début de leur courageuse entreprise, ces deux novateurs (nul n'est prophète en son pays !) rencontrèrent plus de crédit à l'étranger qu'en Angleterre. Ainsi, par exemple, un ouvrage de Fuller, consacré à « la guerre des blindés » ne trouva, en Grande-Bretagne, que 500 acquéreurs, alors que les Soviets en faisaient traduire et distribuer à leur armée 30000 exemplaires !

Dans un article de la RMS, paru en octobre 1956, nous avons rendu hommage à celui que l'on a qualifié de « Clausewitz du xx^e siècle ». Aussi nous bornerons-nous aujourd'hui à le compléter par des emprunts faits au discours du lieutenant-général Sir John Hackett, chargé de présider la cérémonie de la remise des décorations.